



## **Forum Africain sur la Gouvernance de l'Internet AfIGF 2012**

**2 – 4 Octobre 2012  
Centre de Conférence du Smart Village  
Le Caire, Egypte**

### **Rapport**

#### **Vue d'ensemble**

L'espace Internet gouvernance en Afrique a traversé différentes phases dans le processus du SMSI avec les réunions régionales tenues de 2002 à 2005 à Bamako, Accra, Addis-Abeba, Le Caire, Johannesburg, Douala et Tunis. Dans l'initiative mondiale IGF, l'Afrique a accueilli l'IGF en Egypte (2009) et au Kenya (2011). À l'heure actuelle, il existe cinq initiatives régionales de gouvernance de l'Internet en cours sur le continent; West Africa Internet Governance Forum (WAIGF), East Africa Internet Governance Forum (EAIGF), Le Forum de Gouvernance de l'Internet en Afrique Centrale (FGI-CA), North Africa Internet Governance Forum (NAIGF) et South Africa Internet Governance Forum (SAIGF).

Le premier face-à-face de l'Afrique de l'Internet Governance Forum (AfIGF) qui s'est tenue au Centre des congrès de la Smart Village du Caire, en Egypte par la gentillesse des gens et le gouvernement de la République arabe d'Egypte. L'ordre du jour est joint en annexe. Pendant trois jours, 229 participants provenant de 5 régions africaines ont participé physiquement, et 52 personnes provenant de 21 pays ont participé à distance du 2 au 4 Octobre 2012.

La conférence a été ouverte par Son Excellence l'Ingénieur Hany Mahmoud, Ministre des Communications et des Technologies de l'Information de l'Egypte. Lors de la cérémonie d'ouverture, les représentants de la CEA, du Secrétariat de l'IGF et de l'Union Africaine ont fait des déclarations. Toutes les déclarations de la cérémonie d'ouverture se trouvent dans l'annexe.

#### **Contexte de AfIGF**

L'African Internet Governance Forum (AfIGF) a été officiellement lancée à Nairobi, au cours de l'Internet Governance Forum mondial en 2011. Le Forum a été approuvé par le Conseil des Ministres des TIC, dans leur délibération à Khartoum, du 2 Septembre au 4 février 2012. Ses termes de référence ont été discutés et adoptés par les participants AfIGF au Caire le 3 Octobre 2012. Les termes sont en annexe.

Le Secrétariat de la AfIGF est supervisé par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba de son siège, en Ethiopie. Le

site Web du Forum est sur <http://afigf.uneca.org>. Il dirige actuellement les médias sociaux Twitter et Facebook. Le contact officiel est [afigf@uneca.org](mailto:afigf@uneca.org)

## **Objectifs**

AfIGF vise à être une plate-forme permettant un processus multilatéral, multi-parties prenantes et de discussion multilingue sur les questions relatives à l'Internet en Afrique en général et les questions de gouvernance de l'Internet en particulier.

Les objectifs spécifiques sont:

- \*accroître la sensibilisation et le renforcement des capacités sur la gouvernance de l'Internet pour les utilisateurs africains de veiller à ce que toutes les parties prenantes soient bien préparés pour la contribution et l'interaction afin de s'assurer que les préoccupations de l'Afrique soient pris en compte dans le processus du Forum;

- \*mettre en place un processus coordonné africain pour traiter des questions de gouvernance d'Internet sur le continent afin de renforcer le modèle de dialogue multi-acteurs pour la gouvernance d'Internet en Afrique à travers des forums régionaux et nationaux;

- \*assurer une représentation multi-parties prenantes de toutes les régions du continent afin de s'assurer que tous les pays font partie des processus régionaux et de lancer et / ou renforcer leurs processus nationaux;

- \*faciliter les échanges nationaux et régionaux et les interactions entre pays et régions dans le continent ;

- \*faciliter la participation des parties prenantes africaines dans AfIGF et d'autres régionales et nationales appropriées Forums gouvernance de l'Internet.

- \*promouvoir l'utilisation des langues africaines dans le cyberspace.

## **Le Secrétariat AfIGF**

Le Secrétariat AfIGF est composé d'un maigre secrétariat et des bénévoles saisonniers y compris les stagiaires et les boursiers du continent.

Ses responsabilités sont les suivantes:

- \*Fournir un soutien administratif, logistique et organisationnel à l'AfIGF;

- \*Promouvoir les activités AfIGF des membres (IGF sous-régional et national, y compris les autres parties prenantes);

\*Élaborer des stratégies de soutenir le processus de AfIGF et le secrétariat en consultation avec les membres du Bureau;

\*Agir en tant que centre de gestion des connaissances sur les expériences AfIGF, meilleures pratiques, connaissances, savoir-faire, des besoins et des ressources entre les FGI sous-régional et national;

\*Organiser des réunions AfIGF et

\*Développer et maintenir des actifs listes de courrier électronique et de site Web pour fournir des informations à jour relatives à AfIGF IGF sous-régional et national, y compris d'autres acteurs internationaux.

### **Le Bureau AfIGF**

Le bureau de AfIGF est composé des 5 organisateurs actuels des IGF régionaux ou leurs représentants. Il est présidé par le pays hôte de la dernière AfIGF. Pour la période de 2012 - 2013, elle est présidée par Mme Nermine El Saadani de l'Egypte.

### **Participation**

Les participants à la 1ère édition AfIGF étaient :

- les Etats membres de l'Union Africaine
- les FGI régionaux: WAIGF, EAIGF, SAIGF, FGIAC, NAIGF
- les universités
- Secteur privé
- Société civile
- Les Organisations régionales et internationales

### **Partenaires**

Le premier Forum Afrique IGF a été organisée par le Secrétariat, avec le soutien de:

- Ministère des TIC de la République arabe d'Egypte
- Google
- projet de DotAfrica UniForum ZACR
- L'Association pour le progrès des communications
- Planification du NEPAD et de l'Agence de coordination
- La Francophonie
- Le Logiciel Libre et Open Source Foundation for Africa - FOSSFA
- Le Smart Village Company LTD
- Mobinil
- Telecom Egypt

- Vodafone
- Médias
- Bénévoles

### **Ateliers pré-forum**

En préparation de la AfIGF, trois ateliers pré-forum ont été organisés :

1. Prix de l'Innovation pour l'Afrique, la CEA
2. WCIT 12 et la révision de la RTI, par l'APC
3. La Francophonie Numérique, par l'OIF

### **FGI régionaux et nationaux**

Le Forum a reçu des rapports de

1. North Afrique IGF
2. East Afrique IGF
3. Forum de la Gouvernance de l'Internet en Afrique Centrale
4. Southern Afrique IGF
5. West Afrique IGF
6. Senegal
7. Côte d'Ivoire
8. RDC
9. Uganda
10. Benin
11. Nigeria et
12. Kenya

### **Problèmes de IGF régionaux et nationaux**

Entre autres questions, les suivantes ont été retenues par les diverses expériences des initiatives régionales et nationales IG:

-La consultation préalable est nécessaire pour identifier l'acteur national dont les attributs, les expériences et l'expertise lui donnent plus d'aptitude à jouer le rôle d'organisateur ;

-l'engagement est nécessaire pour toutes les parties prenantes ;

-la discussion doit commencer par des sujets d'intérêt national ;

-les discussions en ligne doit précéder le face-à-face ;

-l'implication de l'agence nationale de régulation est fondamentale ;

-le renforcement des capacités et de sensibilisation doivent poursuivre le processus de la gouvernance de l'internet.

### **Questions de AFIGF**

L'AFIGF a d'abord reçu des exposés d'experts sur:

1. l'accès et la diversité
2. les questions émergentes
3. la gestion des ressources critiques de l'internet
4. la gouvernance de l'Internet pour le développement ;
5. la Sécurité, l'ouverture et la vie privée
6. Représentation Stratégique de l'Afrique à l'Icann.

Les discussions qui ont suivi après les présentations ont permis aux participants d'arriver à un certain nombre de recommandations clés.

### **Recommandations**

#### *A. Sur l'accès et la diversité*

1. Renforcer le développement des infrastructures et l'accès ;
2. Faciliter la concurrence en ouvrant le backbone national à différents acteurs de l'industrie;
3. Etablir un cadre législatif pour faciliter l'investissement en TIC;
4. Promouvoir la production des contenus et des applications qui répondent aux besoins locaux;
5. Consolider et intensifier la recherche en matière d'accès et de la diversité;
6. Investir plus dans les réseaux de fibre, tout en encourageant la croissance des mobiles;
7. Reorienter l'accès universel pour qu'elle puisse jouer son rôle de premier plan;
8. Renforcer la politique et la réglementation qui permettent des solutions innovantes pour pouvoir combler le déficit d'accès;
9. Développer et mettre en œuvre des stratégies en partenariat entre le secteur public, le secteur privé, la société civile, la communauté technique et de la recherche qui reconnaissent que les Africains ont besoin de plus d'accès à l'Internet mobile afin d'être des créateurs et des contrôleurs de contenu Internet et des applications;

10. aux Gouvernements d'établir des priorités et concentrer leur rôle sur la fourniture d'un environnement favorable au développement Internet et de l'utilisation et de mettre la l'intérêt public avant la création de nouvelles sources de revenus

*B. Sur les problèmes nouveaux*

11. Consolider les initiatives des IGF nationaux en cours;
12. Organiser plus de recherche sur le Cloud Computing;
13. prendre en compte la protection de la vie privée et des données personnelles;
14. Encourager les pays africains à élaborer des cadres législatifs pour la protection des données personnelles;
15. Faciliter la collaboration dans l'élaboration des lois et la coopération entre les Etats membres en vue d'une meilleure protection des données personnelles.

*C. Sur la gestion des ressources Internet critiques*

16. Soutenir l'opérationnalisation et la mise en œuvre de DotAfrica (. AFRIQUE) TLD par UniForum ZACR, une initiative de la Commission de l'Union africaine et d'encourager la mise en place de la fondation DotAfrica, un moyen de favoriser l'innovation, stimuler les ccTLD africains et de développer le marché de la revente des noms de domaine en Afrique pour le bénéfice des communautés locales;
17. gérer les ressources critiques de l'internet par le biais du cadre multipartite fondé sur la transparence, l'inclusivité, la transparence et la reddition de comptes;
18. Développer les ccTLD africains et établir des partenariats avec l'AFTLD;
19. Développer les registres africains;
20. Créer et promouvoir le contenu local;
21. Construire de la redondance pour la gestion du spectre radioélectrique en Afrique;
22. appliquer les lignes directrices sur la gestion du spectre;
23. Créer des centres d'excellence pour la R & D et mettre également en place des observatoires;
24. Afin d'atténuer les risques contre les Ressources Internet critiques, les parties prenantes devraient:

- \*construire une plate-forme de coopération internationale dans le règlement;
- \*construire plus de capacités;
- \*construire davantage de redondance;
- \*renforcer l'approche multipartite.

#### *D. Sur gouvernance de l'Internet pour le développement*

25. Promouvoir la création de contenus dans différentes langues sur Internet;
26. Promouvoir les politiques et des fonds qui soutiennent la création de contenus dans les langues locales;
27. accentuer le débat sur l'accès, la liberté et les droits de l'homme à l'IGF de Bakou 2012 et d'éviter le cas de Wikileaks;
28. approfondir les discussions et la compréhension de la responsabilité des intermédiaires;
29. Rester inclusif pour aborder les questions de l'IG. Il y a donc la nécessité de reconnaître les rôles du gouvernement, du secteur privé et de la société civile;
30. Aborder les besoins et les préoccupations des communautés rurales dans le contexte de l'accès, des infrastructures et des services, en particulier dans le cadre de l'IG;

#### *E. Sur la sécurité, l'ouverture et la vie privée*

1. Garder l'Internet comme un espace ouvert et d'élargir les capacités d'accès dans les pays africains
2. Considérer l'approche multi-parties prenantes comme base pour traiter des questions de sécurité sur Internet;
3. Trouver les voies et moyens pour le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité, y compris des programmes de formation sur la signature électronique, PKI, audit, etc CERT, et à élever le niveau de sensibilisation à la sécurité dans les pays africains;
4. Inviter les États membres à développer leurs propres stratégies nationales de cybersécurité
5. Mettre en place des cadres juridiques nationaux pour le développement de la confiance dans l'utilisation des TIC en général et Internet en particulier;
6. Etablir des CERT nationaux.
  
7. Inviter les organisations régionales spécialisées pour établir des programmes visant à harmoniser la compréhension de la sécurité à l'échelle africaine et aux ententes globales;
8. Aller au-delà de la surveillance actuelle à une utilisation adéquate de l'information dans le cas de la vie privée.

#### **F. La représentation stratégique de l'Afrique au sein de l'ICANN**

9. Rechercher la source de financement pour plus de participation africaine à

l' ICANN;

10. Mettre en oeuvre les recommandations du Conseil des ministres des TIC,  
«Khartoum 2012 »

11. S'assurer que le plan stratégique de l'Afrique à l' ICANN est transformé en un document de stratégie à part entière, après que les nouvelles consultations soient menées au sein des communautés africaines et des composantes de l' ICANN;

12. Reconstituer la composition du Groupe de travail africain sur le document stratégique de l'Afrique pour l' ICANN afin de s'aligner sur la composante Supporting Organization (SO) / Advisory Committee (AC) et intégrer ses activités dans le processus de planification annuelle de l' ICANN

13. La stratégie Africaine de l' ICANN est la bienvenue et devrait être finalisée en tenant compte des observations de toute la communauté africaine;

14. Toutes les parties prenantes devraient participer à la mise en œuvre du mécanisme de coordination, qui a été adopté par le CIMT-4;

15. Les pays devraient être soutenus dans la mise en œuvre des résolutions CIMT-4;

16. Les pays devraient organiser les FGI nationaux avec la participation de toutes les parties prenantes

17. La Commission de l'Union Africaine (CUA) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) devraient soutenir la promotion des entreprises TIC en Afrique;

18. Les jeunes doivent être pris en charge dans les questions IG ;

19. Utiliser et encourager l'usage des réseaux sociaux dans le débat sur la gouvernance de l'internet;

20. Utiliser largement la participation à distance au niveau national, sous-régional IGF, régional et international;

21. Toute l'Afrique devrait parler d'une seule voix à au Forum sur la gouvernance de l'Internet en tenant compte des résultats de l'IGF régional de l'Afrique.

#### G. Sur le Forum Afrique Gouvernance de l'Internet

22. Consolider les initiatives des IGF nationaux en cours;

23. Démarrer le processus des IGF nationaux dans tous les pays où il n'en existe pas encore;

24. Soutenir le renforcement des capacités et de sensibilisation;

25. S'ouvrir vers les nouvelles communautés afin qu'ils comprennent le processus de la gouvernance de l'internet;

26. Recruter des champions ou leaders (pour des causes différentes) au niveau national;

27. Elargir la participation;

28. Mieux collaborer avec le gouvernement au niveau national;

29. Engager davantage d'acteurs continentaux qui partagent des mandats et des objectifs similaires à l'AfIGF, tels que l'Institut Africain de la Gouvernance;

30. Mettre en place une équipe de participation à distance au sein du secrétariat AfIGF



31. Investir sur la technologie nécessaire pour permettre aux Africains de bénéficier de la participation à distance à tous les événements TIC dans le monde

Conclusion

Le secrétariat AfIGF et le Président de AfIGF2012 aura le résultat de la conférence de l'IGF mondial qui se tiendra à Bakou 6-9 Novembre 2012.

Reconnaissance

Les participants à la première édition AfIGF présente leur gratitude au peuple et au gouvernement de la République Arabe d'Egypte, les sponsors, le personnel de la Smart Village Convention Center, et les bénévoles qui, chacun, dans leurs rôles, ont contribué à la réussite de la première édition de la gouvernance de l'internet en Afrique Forum

Le secrétariat AfIGF remercie Madame Nnenna Nwakanma de l'IGF Afrique de l'Ouest qui a coordonné la rédaction du rapport.

## **PROGRAMME**

### **2 Octobre 2012: Parallel Ateliers pré-conférence**

14.00-14.15 : inscription

14.15-16.00 : Atelier pré-conférence 1, de la CEA : Le prix de l'innovation pour l'Afrique

Pré-conférence de l'Atelier 2, par Google, APC, APCN : WCIT-12 et des versions de la RTI

Pré-conférence de l'Atelier 3, par l'OIF : La Francophonie numérique

16.00-16.15 : Pause café / thé

16.15-18.15 : Pré-conférence Atelier 1 : WCIT-12 et des versions de la RTI

Pré-conférence Atelier 2 : La Francophonie numérique

Pré-conférence Atelier 3 : Le prix de l'innovation pour l'Afrique

18.15-19.15 : Cocktail offert par Google

**Fin de la journée**

### 3 Octobre 2012: Début de AfIGF

08.00-09.00 : Inscription (ctd)

9 heures 00-09h45 : ouverture

Bienvenue Déclaration Makane Faye, CEA

Déclaration de Masango Chengetai, du secrétariat du FGI

Bienvenue déclaration faite par Moctar Yedaly, l'UA

Allocution d'ouverture par l'Ig. Hany Mahmoud, ministre des TIC, en Égypte,

9.45-10.45 : L'approbation du Bureau de AfIGF2012 et adoption des Termes de Référence AfIGF, animée par Moctar Yedaly, l'UA

10.45-11.15 : Rapport des ateliers pré-conférence (IPA, WCIT, OIF), animée par: Michel Linze, Centrafrique IGF

11.15-11.30 : Pause café / thé

11.30-13h00 : Les rapports des 5 sous-régionaux IGF (Ouest, Centre, Sud, Est, Nord) et le suivi du SMSI, animée par Nermin El Saadany

discussion

13.00-14.00 : Rapports du FGI nationaux, animée par Mohamed Timoulali (CEA)

discussion

14.00-15.00 : heure du déjeuner

15.00-16.00 : L'accès et la diversité, animée par Anriette Esturweysen, APC

Présentations par : Coura Fall, la Francophonie Organisation & Khaled El-Attar, IBM

discussion

16.00-17.00 : Nouveaux enjeux, animée par Christine Arida, Egypte

Présentations par: Grace Githaiga, au Kenya et Mouhamadou Lo, Sénégal

discussion

17.00-18.00 : Gestion des ressources Internet critiques, animée par M. Antoine Pokam, Cameroun

Présentations par Koffi Fabrice Djossou, Uniform SA et

Jimson Olufuye, AfICTA

discussion

Fin de la journée

4 Octobre 2012: Poursuite de la FGI

9.00-10.00 : Gouvernance de l'Internet pour le développement prioritaire [IG4D]  
transversale, animée par Clément Dzidonu, l'ATAC

Présentations par: Edmund Katiti, le NEPAD et Jean Marie  
Noah, Cameroun

discussion

10.00-11.00 : De sécurité, de transparence et de confidentialité animée par M.  
Ridha Guellouz, Tunisie

Présentations par Esam Abulkhirat, la Libye et Perpetus  
Jacques Hougbo, AFRICACERT

discussion

11.00-11.15 : Pause café / thé

11.15-13.45 : Représentation Stratégique de l'Afrique au sein de l'ICANN, animée  
par M. Makane Faye, CEA

11.15-11.45: Résultat du 4e Réunion des Ministres des TIC en Afrique (CITMC-4),  
qui s'est tenue à Khartoum, par Moctar Yedaly, l'UA

11.45-12.15 : mécanisme de coordination pour les acteurs africains dans les  
instances internationales, par Moctar Yedaly, l'UA

12.15-12.45 : participation de l'Afrique aux réunions du FGI, par Towela  
Nyirenda Jere, le NEPAD

12.45-13h45: La stratégie africaine de l'ICANN, par Pierre Dandjinou, Bénin

13.45-14.30 : déjeuner

14.30-16.00 : Finalisation des recommandations et conclusions (huis clos),  
animée par Nnenna Nwakanma, WAIGF

16.00-17.00 : Présentation des recommandations et conclusions de Nnenna  
Nwakanma, WAIGF, animée par Moctar Yedaly, l'UA

17.00-17.30 : fermeture

Déclaration de Moctar Yedaly, l'UA  
Déclaration de M. Makane Faye, CEA  
Discours de clôture par Nermine El Saadany, Egypte

**Fin de AFIGF2012**

**Termes de référence**

**Septembre 2012**

**Information sur la gouvernance d'Internet**

En s'appuyant sur les Objectifs de Développement du Millénaire des Nations Unies (ONU), ainsi que le mandat donné à la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information à Tunis (SMSI), l'Internet Governance Forum (IGF) est une Organisation des Nations Unies, activité initiée en 2006 comme une plate-forme mondiale pour le dialogue politique multilatéral sur les questions émergentes en vigueur et sur la gouvernance d'Internet, afin de favoriser la durabilité, la robustesse, la sécurité, la stabilité et le développement de l'Internet.

**Mandat du FGI selon le paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis**

72. Nous demandons au Secrétaire général, dans un processus ouvert et inclusif, de convoquer, dès le deuxième trimestre de 2006, une réunion du nouveau forum pour le dialogue que l'on appelle la politique multipartite de l'Internet Governance Forum (IGF).

Le mandat du Forum est de:

\*Discuter des questions de politique publique relatives aux principaux éléments de la gouvernance de l'Internet afin de favoriser la durabilité, la robustesse, la sécurité, la stabilité et le développement de l'Internet;

\*De faciliter le dialogue entre les organes s'occupant de différentes transversaux des politiques publiques internationales concernant l'Internet et de discuter des questions qui ne relèvent pas de la compétence d'un organe existant;

\*La liaison avec les organisations inter-gouvernementales et d'autres institutions sur des questions relevant de leur compétence;

\*Faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques, et à cet égard tirer pleinement parti de l'expertise des universitaires, des communautés scientifiques et techniques;

\*Conseiller toutes les parties prenantes, en proposant les voies et moyens d'accélérer la disponibilité et l'accessibilité de l'Internet dans le monde en développement;

\*Renforcer et améliorer l'engagement des parties prenantes dans les actuels et / ou futurs mécanismes de gouvernance de l'Internet, en particulier ceux des pays en développement;

\*Identifier les questions émergentes, les porter à l'attention des organes compétents et du public en général, et, le cas échéant, faire des recommandations;

\*Contribuer au renforcement des capacités pour la gouvernance de l'Internet dans les pays en développement, en s'appuyant pleinement sur les sources locales de connaissance et d'expertise;

\*Promouvoir et évaluer, sur une base continue, la consécration des principes du SMSI dans les processus de gouvernance de l'Internet;

\*Examiner, entre autres, les questions relatives aux ressources critiques de l'Internet;

\*Aider à trouver des solutions aux problèmes découlant de l'utilisation abusive de l'Internet, qui préoccupent particulièrement l'utilisateur ordinaire;

\*Publier ses travaux.

Le mandat du Forum sur la gouvernance d'Internet a été mis en place initialement pour une durée de cinq ans: 2006 en Grèce, 2007 au Brésil, 2008 en Inde, 2009 en

Égypte, 2010 en Lituanie. Après le succès des cinq premières années du mandat de l'IGF, la communauté internationale demande une prolongation de cinq ans, qui a commencé au Kenya en 2011.

### **Vers le Forum sur la gouvernance Internet en Afrique**

L'espace gouvernance de l'Internet en Afrique a été très actif au cours du processus du SMSI avec les réunions régionales tenues de 2002 à 2005 à Bamako, Accra, Addis-Abeba, Le Caire, Johannesburg, Douala et Tunis. Par ailleurs, dans le cadre de l'initiative IGF mondial, l'Afrique a accueilli l'IGF en Egypte (2009) et au Kenya (2011).

À l'heure actuelle, il existe cinq initiatives régionales de gouvernance de l'Internet en cours sur le continent; West Africa Internet Governance Forum (WAIGF), East Africa Internet Governance Forum (EAIGF), Le Forum de Gouvernance de l'Internet en Afrique Centrale (FGI-CA) , North Africa Internet Governance Forum (NAIGF) et South Africa Internet Governance Forum (SAIGF).

Ces initiatives sous-régionales, si active à leur fonctionnement, ne couvrent pas encore tous les pays dans leurs régions respectives. En outre, certains des pays ne participent pas activement aux initiatives.

Il y a donc un fort besoin de la mise en place d'un Forum Africain sur la Gouvernance de l'Internet en anglais African Forum for Internet Governance Forum (AfIGF) qui soutiendra et favorisera la consolidation des initiatives en cours initiatives dans les sous-régions. Elle doit également atteindre les parties prenantes continental et mondial et de guider leur engagement au niveau régional, sous-régional et les initiatives nationales.

Principaux objectifs de AfIGF:

AfIGF vise à être une plate-forme permettant un processus multilatéral, multi-parties prenantes et de discussion multilingue sur les questions relatives à l'Internet en Afrique en général et les questions de gouvernance de l'Internet en particulier.

Les objectifs spécifiques sont:

\*accroître la sensibilisation et le renforcement des capacités sur la gouvernance de l'Internet pour les utilisateurs africains de veiller à ce que toutes les parties prenantes soient bien préparés pour la contribution et l'interaction;

\*afin de s'assurer que les préoccupations de l'Afrique soient pris en compte dans le processus du Forum;

\*mettre en place un processus coordonné en Afrique pour traiter des questions de gouvernance d'Internet sur le continent ;

Afin de renforcer le modèle de dialogue multi-acteurs pour la gouvernance d'Internet en Afrique à travers des forums régionaux et nationaux.

\*assurer une représentation multi-parties prenantes de toutes les régions du continent afin de s'assurer que tous les pays font partie des différents processus et de lancer et / ou renforcer leurs processus nationaux;

\*faciliter les échanges nationaux et régionaux et les interactions entre les pays et sous-régions dans le continent.

\*faciliter la participation des parties prenantes africaines dans AfIGF et d'autres forums appropriés gouvernance de l'Internet.

\*promouvoir l'utilisation des langues africaines dans le cyberspace.

### **Les principes fondamentaux**

Le AfIGF doit, conformément à l'Internet Governance Forum d'origine:

-soyez ouvert : toutes les entités, organisations et institutions participantes qui sont acteurs de la gouvernance d'Internet doit être libre d'adhérer au forum.

-Multi-parties prenantes : à tous les points, des efforts doivent être faits pour encourager toutes les catégories de parties prenantes à participer activement au Forum;

-Diversité linguistique : l' AfIGF, à la mesure de ses capacités, doit s'efforcer de maintenir la diversité linguistique dans ses opérations ;

-La participation à distance :L' AfIGF doit faire un usage optimal de l'Internet pour augmenter le nombre de participants ;

-Transparence : les parties prenantes doivent s'efforcer d'être ouvert dans les communications, dans les décisions et leurs mises en œuvre. Une bonne compréhension du processus de gouvernance de l'Internet pour le développement durable dans l'engagement de toutes les parties prenantes doit être le but de l' AfIGF.

### **Adhésion**

L'adhésion à l'AfIGF est ouvert à tous les groupes d'intervenants de toutes les sous-régions africaines. Les membres sont des organisateurs IGF sous-régionaux des cinq sous-régions africaines, des institutions publiques compétentes d'Afrique, la société civile africaine, les communautés académiques et techniques, du secteur privé africain et des organisations régionales et internationales.

Comme le Groupe consultatif multipartite (MAG) de l'IGF mondial, les membres siègent à titre personnel, mais on s'attend à avoir des liens importants avec leurs groupes d'intervenants respectifs. Les activités de AfIGF doit être coordonné par un Bureau.

### **Le Bureau AfIGF**

Le Bureau AfIGF est composé des organisateurs des cinq sous-régionales africaines IGF et de trois représentants des autres parties prenantes de chaque sous-région. Le Bureau est dirigé par un président, représentant le pays qui accueille le Forum AfIGF.

Lors de chaque réunion annuelle AfIGF, le président, en consultation avec les membres du Bureau désignent un rapporteur général entre eux pour assister le Président dans la rédaction d'un résumé de la réunion.

Le Bureau a entre autre tâche d'élaborer un plan de travail annuel des activités AfIGF. Dans les cas appropriés, l'AfIGF peut être tenue dans le cadre de l'un des IGFs sous-régionaux.

### **Modus operandi**

L'AfIGF se réunit chaque année de façon rotative dans chaque sous-région.

Lors des réunions du Forum, le travail sera organisé en séances plénières et en séances en petits groupes en fonction des thèmes retenus pour le Forum de l'année. Un résumé du président ou de l'animateur doit être produit pour chaque atelier, en petits groupes, en séance plénière ou en session de chaque année.

L'AfIGF se réunit également chaque année sur le site de l'IGF et chaque fois que possible lors des consultations MAG, qui ont lieu entre les deux forums gouvernance de l'Internet.

L'AfIGF doit promouvoir l'utilisation des listes de discussion et d'autres outils en ligne pour faciliter les discussions et l'échange d'informations entre ses membres.

### **Rôle du secrétariat AfIGF**



Le Secrétariat AfIGF est composé d'un secrétariat et des bénévoles saisonniers y compris les stagiaires et les boursiers du continent.

Le secrétariat aura les responsabilités suivantes:

- \*Fournir un soutien administratif, logistique et organisationnel à l'AfIGF;
- \*Promouvoir les activités AfIGF des membres (IGF sous-régional et national, y compris les autres parties prenantes);
- \*Élaborer des stratégies de soutenir le processus de AfIGF et le secrétariat en consultation avec les membres du Bureau;
- \*Agir en tant que centre de gestion des connaissances sur les expériences AfIGF, meilleures pratiques, connaissances, savoir-faire, des besoins et des ressources entre les FGI sous-régional et national;
- \*Organiser des réunions AfIGF et
- \*Développer et maintenir des listes actifs de courrier électronique et de site Web pour fournir des informations à jour relatives aux IGF sous-régionaux et nationaux, y compris d'autres acteurs internationaux.

#### **Accueil du secrétariat AfIGF**

Basé sur le modèle de l'économie mondiale du secrétariat de l'Internet Governance Forum (IGF) , qui est hébergé par le Département des Nations Unies des affaires économiques (DAES), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) supervisera la Banque africaine Internet Governance Forum (AfIGF).

La Commission de l'Union africaine soutiendra pleinement le secrétariat dans ses activités pour remplir son mandat.